

Débat d'orientations budgétaires

Discours d'introduction du Président

3 février 2025

Mesdames et Messieurs,

C'est dans un contexte grave que nous nous réunissons aujourd'hui. Contexte grave au niveau international, national et local.

Au niveau international, il n'y a qu'à voir les premières déclarations de Donald Trump pour constater que les 4 années à venir vont être dures aux plan politique et commercial pour l'Europe. Les gesticulations d'extrême-droite d'Elon Musk amplifient ce caractère menaçant pour nos démocraties. On sait également que ces années vont être compliquées pour l'écologie dans le monde.

Au niveau national, nous connaissons la crise la plus grave depuis des dizaines d'années. La France n'a jamais été aussi affaiblie depuis la IV^e République. Triste alignement des planètes puisque cela arrive au moment où l'Allemagne connaît également de sérieuses turbulences et où l'alliance américaine n'a jamais été aussi incertaine. Affaibli sur la scène internationale, le Gouvernement tente de bricoler un budget. Nous tâchons, à travers divers canaux, de faire comprendre au Gouvernement l'urgence de la crise sociale, le caractère fondamental des Départements pour notre pacte républicain. Car du fait de la nature de ses compétences, affaiblir le Département c'est affaiblir la République.

Ce qui m'amène, donc, au niveau local. Le Gouvernement doit gérer une crise de ses finances. Et, pour la régler, il compte demander une participation des collectivités. Dit autrement, on vient nous demander de compenser les erreurs de gestion de Messieurs Macron et Le Maire. On nous annonçait le Mozart de la finance. On s'est retrouvé avec le Assurancetourix des comptes publics ! Si je prends, d'ailleurs, le problème de manière plus globale, l'État, qui n'assume pas toutes ses obligations en matière de projection judiciaire de la jeunesse, de santé, obligeant les collectivités à tenter de compenser, l'État qui ne compense pas intégralement le montant des AIS – c'est plus de 80 millions d'euros en moyenne chaque année pour le Département des Côtes d'Armor -, l'État qui finance son fonctionnement par de l'emprunt vient, non seulement nous faire les poches en quelque sorte, mais aussi nous faire des leçons en matière de finances publiques. On marche sur la tête !

Ce qui nous singularise, toutefois, des autres collectivités c'est que nos problèmes financiers ne datent pas du PLF 2025. Malheureusement, pour les Départements, le PLF 2025 c'est nous faire boire le calice jusqu'à la lie. En 2 ans, les Départements ont perdu 6 milliards d'euros de DMTO. C'est un peu plus de 30 millions d'euros de perte pour les Côtes d'Armor. Dans le même temps, ils doivent supporter de plus en plus de dépenses supplémentaires. Des dépenses pour faire face à l'urgence sociale, des dépenses imposées par l'État sans concertation ni compensation intégrale. Ce qui rend insupportable le discours de l'État nous intimant de faire des efforts. En réalité, cela fait des années que les Départements font des efforts, qu'ils prennent leurs responsabilités.

Ce qui m'interpelle, par ailleurs, c'est que le Gouvernement bricole des rustines. C'est le cas de la hausse du plafond de DMTO. C'est un pis aller. Au mieux ça peut aider à passer 2025, mais cela ne règle rien à la situation structurelle des Départements. Le rapport Woerth faisait des propositions. Et il me semble que l'option d'une part de CSG territorialisée serait bien plus logique, vu la nature de nos compétences, et bien plus pérenne pour les financer.

Le contexte financier extrêmement contraint nous oblige à devoir faire des économies pour préserver nos compétences obligatoires. Si nous ne faisons pas ces efforts, nous serons mis sous la tutelle du préfet et de la CRC. J'ai toujours tenu un discours de vérité. C'est le sens de l'annonce, en toute transparence, de la suppression de 60 postes au sein de notre collectivité. C'est une décision lourde, grave. J'ai bien conscience des craintes qu'elle peut susciter chez les agentes et les agents. Je rappelle à cet égard que cela concernera principalement des départs à la retraite non remplacés et des mutations externes. Et que par ailleurs nous serons très attentifs à l'accompagnement des personnes. Je redis ce que j'ai pu exprimer dans mes vœux en MDD et au siège. Il ne sera pas demandé de faire mieux avec moins. Et, dans un contexte délicat, préserver ce qui peut l'être a autant de sens que de développer de nouvelles actions dans des périodes plus faciles. L'objectif poursuivi demeure le même : l'intérêt général et le service de nos concitoyennes et nos concitoyens.

Le BP 2025, nous n'avons pas le choix, nous conduira à réduire notre soutien à des partenaires. Là-aussi, c'est le cœur lourd que nous le faisons. Nous absorberons une partie du choc mais la situation financière ne nous permet pas de l'absorber totalement. La philosophie qui a guidé notre travail a été de ne supprimer aucune politique partagée ou volontariste, considérant qu'elles étaient importantes pour le territoire. Je pense à la culture, au sport, à l'agriculture, à l'enseignement supérieur ou encore au tourisme notamment. Il a fallu donc répartir les efforts. Nous avons aussi fait tout un travail pour sensibiliser nos partenaires à la réalité de notre situation, toujours dans le souci de transparence qui nous anime. Le détail budgétaire viendra au BP, mais, d'ores et déjà, je peux vous dire que certaines des annonces seront faites en 2025 mais effectives en 2026. Le but est de donner, au maximum, du temps à nos partenaires. C'est notamment la provision faite sur les DMTO qui sera mobilisée pour cela. Cette provision montre, par ailleurs, que nous avons eu une gestion prudente de nos finances.

Je le disais, notre souci est de préserver au maximum le territoire. C'est le sens de la préservation du dispositif des emplois associatifs et du contrat de territoire pour les communes. C'est pour préserver le territoire, également, que nous ne cessons de nous mobiliser auprès des parlementaires, des ministres pour nos EHPAD, les enfants que nous accueillons dans le cadre de l'ASE, nos concitoyennes et concitoyens pour leur santé et sur bien d'autres sujets.

Le contexte financier, si difficile soit-il, ne doit pas non plus occulter tout ce qui a été fait et tout ce qui continue à être fait. C'est le sens des rapports sur le développement durable, sur le bilan du schéma des solidarités humaines et la situation en matière d'égalité femmes-hommes notamment. Nous aurons donc l'occasion d'échanger à ce propos lors de l'étude de ces rapports.

Je vous remercie.

Christian Coail,
président du Département des Côtes d'Armor

Seul le prononcé fait foi